

Format de citation

Moatti, Claudia: Rezension über: Karl-Joachim Hölkeskamp, *Reconstruire une République. La « culture politique » de la Rome antique et la recherche des dernières décennies*, Nantes: Les Éditions Maison, 2008, in: *Annales. Histoire, Sciences Sociales* (bis 2014), 2009, 5 - Histoire ancienne, S. 1185-1186, DOI: 10.15463/rec.1189727098, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Karl-Joachim Hölkeskamp

Reconstruire une République. La « culture politique » de la Rome antique et la recherche des dernières décennies

Trad. par C. Layre, en collaboration avec F. Hurllet, Nantes, Les Éditions Maison, [2004] 2008, x-155 p.

Le livre de Karl-Joachim Hölkeskamp a pour ambition de présenter une synthèse des développements de l'historiographie allemande sur la République romaine au cours des trente dernières années. Deux fils conducteurs parcourent cet exposé : d'une part, une réfutation des conclusions de Fergus Millar qui, à l'encontre de toute la doxa, essaya de démontrer que la République romaine était une démocratie ; d'autre part, une présentation des travaux fondateurs de Christian Meier, visant à remplacer par une analyse de la « culture politique » les approches événementielles, institutionnelles ou prosopographiques fondées les unes au XIX^e siècle par Theodor Mommsen, les autres par Matthias Gelzer et Friedrich Münzer au début du XX^e siècle.

La « culture politique » est définie comme l'ensemble des règles, des valeurs, des formes qui constituent les modes d'action de la classe dirigeante et du peuple et sur lesquelles repose le jeu politique. Cette approche implique plusieurs déplacements que le livre expose successivement : par exemple, à l'opposé d'une vision de la constitution romaine comme un système fixe et clos, elle met l'accent sur sa flexibilité, ce que C. Meier appelle « le déficit constitutionnel de la République », et sur l'importance du *mos maiorum* (la coutume des ancêtres) dans la construction du consensus ; contre toute idée de stratégies familiales et de liens de solidarité stables, elle souligne leur pluralité et leur variation ; dans ces conditions, la crise de la République peut être définie non comme une crise des institutions, mais comme une érosion du consensus sur les règles. Comme le note ensuite K.-J. Hölkeskamp, cette nouvelle approche fut développée et complétée par des apports théoriques multiples (par exemple l'histoire des concepts définie par Reinhart Koselleck, la *Begriffsgeschichte*), qui ont permis d'étudier « l'éthique étatique » de la société républicaine, c'est-à-dire non seu-

lement ses valeurs (*fides*, *gravitas*, *auctoritas*, etc.), mais tout un « savoir nomologique » : les « rituels civiques » (triomphe, assemblées populaires et autres rassemblements), les signes du pouvoir (images, monuments, monnaies), la mémoire culturelle – ce qu'on appellera ailleurs la « performance » sociale et politique (la représentation, la communication et la répétition). Le primat donné à l'expression conduit ainsi cette historiographie à rejeter toute idéologie et à mettre l'accent sur la domination symbolique plus que sur la légitimité : un programme qui relève donc autant de l'anthropologie du politique et de l'histoire culturelle que de la sociologie de la communication. Au terme de cette enquête, à laquelle K.-J. Hölkeskamp, comme Martin Jehne et Egon Flaig notamment, a largement participé en travaillant lui-même sur les notions de *fides*, d'*amicitia*, sur la *nobilitas*, on en revient, contre F. Millar encore, à la nécessité de reconnaître l'existence à Rome d'une classe politique qui tenait sa prééminence de son respect des valeurs communes et tirait son efficacité à la fois de la concurrence (au sens de Georg Simmel) entre ses membres et du capital symbolique (selon les termes de Pierre Bourdieu) accumulé au cours des générations. Dans un dernier chapitre, l'auteur évoque rapidement les potentialités, pour la recherche en histoire antique, des analyses de G. Simmel et notamment de sa notion de concurrence, qui désigne à la fois le respect de règles communes et la compétition pour le bien commun.

Ce qui est tout à fait notable dans cette histoire de l'historiographie allemande, c'est qu'elle est essentiellement dominée par la sociologie et la théorie politique. Nul n'ignorait l'influence de Max Weber, mais ce récit systématique confirme son importance et son dépassement. En ce sens, il montre aussi tout l'intérêt que présente la mobilité des concepts d'une discipline à l'autre. Malgré les difficultés de lecture, dues au style pesant de l'auteur et à une traduction souvent opaque et malaisée, cette publication donnera aux non-spécialistes quelque idée de ce courant historiographique qui a inspiré un certain nombre de spécialistes de l'Antiquité ces dernières années.

Cela dit, le livre présente plusieurs défauts majeurs : tout d'abord une indifférence quasi totale à l'égard des travaux non allemands et

même d'autres approches allemandes contemporaines, ensuite une absence remarquable d'autocritique, comme si cette historiographie s'était écrite sans autre dialogue qu'avec elle-même (et contre F. Millar). Pourtant cette histoire sociologisante a aussi subi des influences extérieures : on ne peut pas par exemple tenir pour inexistante l'œuvre de Paul Veyne, qui n'est jamais citée, ni dans le texte ni en bibliographie. En outre, elle présente des limites qu'il eût été utile de discuter. Par exemple, elle gomme toute spécificité du politique : or, s'il faut reconnaître l'importance des travaux de C. Meier pour la compréhension des institutions romaines et de leur articulation au *mos maiorum*, si personne ne nie que le pouvoir est une affaire de communication, de visibilité et de représentation et que la communauté se construit dans les rituels, on ne peut réduire le politique aux interactions sociales. Que faire de la fiction que le pouvoir met en place, du discours de vérité qu'il pose ou du rôle du droit (et je ne parle pas là du droit public) ? D'autre part, les historiens qui adhèrent à cette approche du politique en termes de structures et de mentalités ne s'interrogent pas suffisamment sur la dimension textuelle de la tradition, c'est-à-dire sur l'écriture de l'histoire : et pourtant la notion de consensus, si centrale pour cette historiographie, est elle-même construite par les sources, de manière plurielle et différenciée selon les périodes ? En d'autres termes, l'historicité du concept et des pratiques qu'il refléchit n'est pas suffisamment prise en compte. Et par historicité, je n'entends pas l'histoire, l'évolution chronologique, mais les conflits de significations.

Si l'on part du principe que nos sources fabriquent du sens commun, l'historien doit s'attacher non seulement à le décrire mais à le dénouer. Tel est le cas par exemple pour les concepts de *res publica*, de *populus*, de *maiestas*, de *nobilitas*, etc. Les mots non seulement recouvrent des pratiques plurielles, mais leur définition est aussi un enjeu politique et les Anciens en étaient bien conscients. La bataille pour le pouvoir s'est accompagnée, à la fin de la République, d'une bataille de mots. Ce sont ces enjeux particuliers de pouvoir et de signification qu'il faut restituer, enjeux qui ne se réduisent pas à la concurrence entre les

membres de l'élite, mais qui suggèrent des modèles concurrents et conflictuels de pouvoir et d'action, de références et de référents. Ce qui manque dans cette historiographie, c'est non pas la concurrence mais le conflit. Un peu plus de Millar finalement – mais aussi de Loraux et de Foucault – ne nuirait pas !

CLAUDIA MOATTI

Michel Humm

Appius Claudius Caecus : la République accomplie

Rome, École française de Rome, 2005, 779 p. et x p. de pl.

La figure d'Appius Claudius Caecus est bien connue dans l'historiographie antique, mais recouvre des facettes diverses. Appartenant à la noblesse patricienne de la fin du IV^e-début du III^e siècle av. J.-C., néanmoins isolé politiquement, reconnu comme le premier écrivain de langue latine, fondateur de la *via Appia* et de l'aqueduc du même nom, admiré pour son refus catégorique de la paix proposée par Pyrrhus en 280/279, il est aussi et surtout très critiqué pour diverses réformes, institutionnelles notamment, qu'il mit en place au cours de sa censure de 312. L'ouvrage de l'auteur sur Appius Claudius répond de ce fait à plusieurs attentes : tout d'abord, il s'agit de la première monographie conséquente sur ce personnage important de la République romaine, ensuite l'auteur donne une cohérence à des témoignages littéraires contradictoires et confus, enfin il traite d'une période, la période médio-républicaine, trop peu étudiée en raison de la rareté des sources, essentiellement littéraires et difficilement interprétables. Le sous-titre de l'ouvrage a ainsi toute son importance. En effet, il y est question tout à la fois d'un homme, représentant de la nouvelle noblesse patricio-plébéienne, et des réformes qu'il mit en place, réformes nécessaires pour adapter les institutions romaines aux dimensions de l'État en train de se former et qui touchait presque, désormais, à l'ensemble de la péninsule italienne.

Le préambule de l'ouvrage, consacré aux témoignages sur Appius Claudius, est relative-